

**Allemagne - Union européenne -
Conférence de presse conjointe de
M. Jean-Marc Ayrault ministre des
affaires étrangères et du
développement international, et de
M. Sigmar Gabriel, ministre des
affaires étrangères allemand -
Propos de M. Jean-Marc Ayrault
(Paris, 28 janvier 2017)**

Madame, Monsieur,

C'est un grand plaisir pour moi d'accueillir de ce matin le ministre des affaires étrangères de la république fédérale d'Allemagne, M. Sigmar Gabriel, c'est sa première visite aujourd'hui à moins de 24 heures de son entrée en fonction après avoir prêté serment devant le Bundestag et avoir été nommé par le président de la république fédérale d'Allemagne comme ministre des affaires étrangères. Jeudi dernier j'ai reçu ici au ministère des affaires étrangères M. Frank-Walter Steinmeier qui nous a fait l'immense amitié de passer la soirée à Paris pour nous dire «au revoir» comme ministre des affaires étrangères mais que nous reverrons, j'en suis sûr, dans d'autres fonctions éminentes.

À cette occasion, nous nous sommes rappelés, jeudi, les nombreux chantiers, les nombreux déplacements, les nombreuses réunions et les propositions que nous avons élaborées ensemble au cours des derniers mois en tant que représentant de la France et de l'Allemagne. Je sais, mon cher Sigmar, que nous allons poursuivre ce travail.

D'abord, nous nous connaissons de longue date, nos chemins politiques se sont régulièrement croisés depuis au moins dix ans. M. Sigmar Gabriel est une personnalité politique majeure de l'Allemagne et de l'Union européenne, une figure essentielle de la social-démocratie européenne. J'apprécie l'homme ; je connais la force de ses convictions et de son engagement. Aussi, j'ai totale confiance dans ce que nous pouvons faire ensemble pour nos pays, pour l'Europe dans un contexte difficile. Nous avons partagé les mêmes constats : les menaces et les incertitudes sont nombreuses, les populismes exploitent ces inquiétudes et ces angoisses. Partout, une défiance s'installe vis-à-vis du projet européen et la tentation nationaliste qui a provoqué tant de malheurs en Europe fait son retour. Les conflits sont à nos portes, l'absence de perspectives dans un nombre croissant de pays de notre voisinage, les flux migratoires qui en résultent, tout cela constitue un immense défi pour notre continent, peut-être le plus grand depuis des décennies.

Nous partageons les principes et les convictions qui guident notre action. Le premier de ces principes est la conscience de l'importance fondamentale du travail franco-allemand. Fondamental parce que l'histoire nous lie : nous sommes ici dans le salon de l'horloge où Robert Schuman, avec à ses côtés Jean Monnet, avait lancé son appel le 9 mai 1950 tendant la

main à l'Allemagne dans un contexte difficile. Nous étions quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale qui fut une immense tragédie. Cette main tendue fut celle de la réconciliation qui permettait à l'Allemagne de retrouver sa place en Europe et dans la communauté internationale. C'est l'étape fondatrice et nous en sommes comptables. C'est donc cette histoire qui nous lie, cette responsabilité qui nous lie parce nous sommes convaincus - et nous l'avons redit dans la réunion que nous venons de tenir - que c'était pour nous une évidence, encore plus vraie que jamais, que lorsque l'Allemagne et la France regardent dans la même direction, alors c'est l'Europe toute entière qui avance.

Ce travail bien sûr, nous ne devons pas le faire seuls, nous devons le faire en lien étroit avec chacun de nos partenaires. Ce matin nous avons décidé de le poursuivre et de le renforcer. La situation de l'Europe l'exige, les liens déjà étroits qui existent dans nos équipes vont être renforcés. Dès lundi matin, des contacts vont être pris pour, à chaque fois que cela est nécessaire, construire des positions communes sur les questions de court terme mais aussi sur les questions de moyen terme.

La deuxième conviction que nous partageons, c'est celle de la nécessité de l'Europe pour l'avenir de chacune de nos nations. Nous pensons que les réponses aux crises et aux doutes qui traversent le continent doivent être européennes. Les réponses sont centrées sur quelques priorités :

- la sécurité et la maîtrise de nos frontières extérieures,
- la prospérité économique et l'investissement dans la croissance de demain, c'est-à-dire réussir efficacement en créant aussi des emplois et de la valeur pour réussir la transition énergétique mais aussi aborder de front, avec efficacité, la transition numérique et,
- redonner à la jeunesse l'espoir que l'Europe est vraiment son avenir et son destin à travers des mesures concrètes, des mesures claires, des mesures ambitieuses. Nous avons la responsabilité de préserver un modèle européen, un modèle qui nous est propre et qui est lié à notre histoire, à notre culture, à notre civilisation. Cela inclus une capacité de peser sur la scène mondiale et en particulier dans le domaine des échanges internationaux et commerciaux pour que la globalisation, la mondialisation soit juste et équitable et non pas une peur.

Ces réponses sont guidées par une exigence d'unité et de solidarité entre européens aussi. Nous allons, le 25 mars prochain à Rome, célébrer le 60ème anniversaire du traité de Rome. Cela doit nous permettre de rappeler ce qui a été réalisé : la paix, les libertés, la démocratie, la primauté du droit mais aussi le progrès, le plus haut niveau au monde en matière de standards économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Mais, dans le même temps, il faut nous projeter dans l'avenir et non pas seulement commémorer ce qui serait évidemment insuffisant. Il faut marquer notre volonté et notre ambition d'être des européens de l'avenir. C'est notre responsabilité car nous avons la conviction qu'une Europe forte est dans l'intérêt de tous les européens mais aussi dans l'intérêt du monde et, disons-le franchement, aussi dans l'intérêt des États-Unis eux-mêmes.

Nous partageons également la même détermination à agir pour répondre aux crises. Certaines

portent en elles des menaces qui pèsent directement sur notre continent. Je pense à notre action dans le cadre de la coalition contre Daech et aux efforts à poursuivre pour parvenir à une transition politique crédible en Syrie. Nous avons aussi évoqué les efforts partagés dans le cadre du format Normandie pour mettre en oeuvre concrètement et le plus rapidement possible - parce que c'est une nécessité pour obtenir des solutions durables - les accords de Minsk. Cela passe par un dialogue fructueux, constructif qui est à la fois ferme et ouvert avec la Russie en évitant toute logique de guerre froide qui ne pourrait que nous faire revenir en arrière. Clarté, conviction, solidarité et ouverture ; c'est ce que nous voulons continuer à mettre en oeuvre ensemble.

Voilà ce que nous pouvons faire. Nous aurons bien des occasions de nous rencontrer, de travailler ensemble dans les prochains jours, dans les prochaines semaines peut-être aussi de faire des déplacements ensemble pour montrer cette unité franco-allemande mais d'ores et déjà, je me réjouis que M. Sigmar Gabriel soit aujourd'hui à Paris avec nous, avec la France.

[Traduction des mots prononcés par le ministre en allemand] : Nous sommes confrontés aujourd'hui à de nombreux défis, cher Sigmar. C'est pourquoi je tiens aujourd'hui à vous assurer que l'action diplomatique de nos deux pays ne connaîtra pas de répit. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Je me réjouis, cher Sigmar, que tu sois à Paris ce matin et je te dis un très grand merci.

À mon tour de vous répondre. Nous appartenons tous les deux à la même famille politique, il n'y a pas à avoir de complexes et toute contribution au débat public qui éclaire les citoyens est utile pour aujourd'hui et pour demain. C'est d'autant plus nécessaire que nous voyons monter les doutes, les partis nationalistes qui reviennent sans solution mais qui exploitent les peurs. Nous avons une responsabilité dans nos fonctions de ministre des affaires étrangères, Sigmar et moi qui est celle de contribuer à apporter des réponses

Je crois que nous devons aussi travailler jusqu'à la fin de chacun de nos mandats pour montrer à nos concitoyens que face aux défis et aux risques, la France et l'Allemagne sont convaincues que pour gérer la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne nous devons être de plus en plus étroitement associées et travailler ensemble. Il nous faut être plus unis que jamais face aux incertitudes et aux questions posées par la nouvelle administration américaine, ou par les autres incertitudes du monde dans lequel nous vivons.

Cela sera aussi notre contribution à créer les conditions qui donnent de la sécurité pour l'avenir de l'Europe. Et je pense que nous devons le faire tous les deux. Nous avons la liberté de parole, mais nous avons aussi la responsabilité de l'exercice du pouvoir.

(...)/.